

LA LUTTE

Contre les crimes Staliniens !

Mercredi 9 Mars à 20 h. 30, Salle Wagram

GRAND MEETING

Orateurs : P. O. I., J. S. R., C. G. T., P. S.,
Comité d'enquête, etc. (voir affiche)

Rédaction-Administration - 15, passage Dubail (54, Bd. Magenta) Paris X.

ABONNEMENTS

France : 1 an : 22 frs. ; 6 mois 11 frs. ; 3 mois 5 frs.

Etranger : 1 an : 40 frs. ; 6 mois 20 frs. ; 3 mois 10 frs.

Compte Chèque Postal : Alfred BARDIN : n° 1907-81 Paris

Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik Léniniste) - Section Française de la 4^e Internationale

Encore un crime de Staline contre l'U. R. S. S.

DANS LE NORD

Comment les Travailleurs ont été trahis

Lille, 23 février, de notre correspondant régional. — Le Gouvernement Chautemps s'est donné pour double tâche : d'une part de réduire à néant les moyens d'action concertés dont disposent les travailleurs de notre pays et, d'autre part, de défendre, sur le plan de la politique extérieure, les conquêtes économiques et territoriales de la bourgeoisie impérialiste.

Appelé à exercer ses talents dans le cadre d'une situation internationale lourde de risques de guerre, et d'une situation intérieure, non moins lourde de perspectives révolutionnaires, décidé à faire face à toute éventualité, Chautemps doit consacrer actuellement une grande part de ses efforts à créer les conditions hors desquelles la bourgeoisie française ne pourrait, sans crainte d'être défaits, participer à l'opération mondiale de brigandage en préparation.

Organisation de l'« Union sacrée » et de la « Paix sociale » qui en est inséparable, tel est l'objectif gouvernemental du moment. Union des Français, collaboration de classes, respect de la propriété capitaliste et de la souveraineté patronale, telles sont les formules qui définissent précisément les perspectives du troisième Ministère du Rassemblement Populaire.

Aux formules proposées par Chautemps les parlementaires contrôlés par les Partis « ouvriers » opposent l'expression de leur considération distinguée à l'adresse du Gouvernement, Joubaux associe la C.G.T. à l'hommage des députés. Les travailleurs, par contre, qui voient en angouïse se réduire de jour en jour leurs conditions d'existence, leur droit à la vie et leurs moyens d'action; les travailleurs qui savent que l'Union sacrée signifierait l'écrasement définitif de leur classe et qui connaissent le prix de la collaboration des Partis et de la C.G.T. avec le gouvernement (suppression du droit de grève, abandon de l'échelle mobile, etc...), ne l'entendent pas de cette oreille.

Ainsi s'expliquent, par la pression des événements la politique de Chautemps et aussi par la trahison des Partis « ouvriers » le succès de cette politique.

Ainsi s'expliquent par les difficultés d'existence et les inquiétudes qui assaillent les travailleurs le fait que ceux-ci aient effectué dans le Nord une tentative d'auto-défense qui doit retenir l'attention.

Pourquoi les métallos du Nord ont-ils menacé de faire grève ?

Cela a commencé, les lecteurs habitués de « La Lutte » le savent, par le conflit du Textile. Les 260.000 travailleurs de cette industrie avaient été choisis comme premières victimes de l'agression préparée par la politique gouvernementale de réduction systématique de la condition ouvrière. Pour la première fois, en effet, un surarbitre chargé de réviser

les salaires de ces ouvriers à la suite d'une variation importante des indices du « coût de la vie » (11,3%) devait compenser pour moitié seulement cette variation par l'augmentation des salaires (5,5%), sentence Bernard.

Les métallogistes du Nord dont les revendications sont, en ce qui concerne les rajustements de salaires, celles de leurs camarades du Textile, redoutant de subir le sort réservé à ceux-ci, menacèrent de faire grève le cas échéant.

La sentence de Suquet, surarbitre chargé de fixer le relèvement des salaires dans la métallurgie, sentence qui confirmait la précédente rendue par Bernard — surarbitre du textile — devait provoquer une explosion de colère des métallos.

80.000 ouvriers, sans s'inquiéter des difficultés que leur attitude pouvait créer au Gouvernement de la « pause », se rebellèrent contre la décision d'un surarbitre.

(Lire la suite page 3)

Congrès du Front Populaire

La Parole aux Masses !

Au nom de la défense de la démocratie bourgeoise, le Front Populaire a supprimé toute démocratie dans ses rangs. Le blocus, la dévaluation, la pause, toutes les capitulations ont été décidés et votés, sans et contre le consentement des travailleurs, par les chefs radicaux, socialistes, communistes.

Dans sa thèse sur les Comités d'action adoptée par les bolchevicks-léninistes, notre camarade Léon Trotsky montrait comment une véritable démocratie pouvait être instaurée dans le rassemblement populaire : seulement par les comités d'action élus par la masse des travailleurs sur le lieu de la lutte ou du travail. Il ajoutait que sur ce point la motion Dimitrov, du septième Congrès de P.C., contenait une suggestion positive : élire de tels comités.

Il est soutenu Staline contre l'opposition de gauche, puis ont été brisés depuis le plan quinquennal (1929-30). Ils sont parmi les fondateurs de l'Etat Soviétique.

(Lire la suite page 3, 1^{re} colonne)

L'Inquisition stalinienne vient de préparer une nouvelle fournée de victimes... consentantes. Staline renouvelle le calcul de ses premiers amalgames contre Zinoviev, Kamenew, contre Piatakov, Radek. Il veut imposer, par de nouveaux cadavres, ses monstrueuses et déshonorantes accusations contre Trotsky. Les nécessités des capitulations staliniennes devant le capitalisme, lui imposent les luttes à mort contre le vieux militant de la révolution socialiste mondiale. Staline continue cette lutte réactionnaire avec les moyens propres à sa mentalité personnelle de satrape, de Borgia moderne.

Toutes les accusations portées par Staline, cette fois encore, seront examinées par nous dans le détail, point par point. D'ores et déjà il apparaît que les faits matériels qui pourront être invoqués (par exemple : sur les conflits qui se produisirent entre Boukharine et Lénine en 1920, sur le scandale du docteur Pletnikov), seront amalgamés à de pures inventions et transformés, afin qu'ils puissent servir d'appuis à l'édifice ignoble de mensonges et de calomnies de ce nouveau procès.

Notons que Trotsky dans « Les crimes de Staline », notre regretté camarade Sédoïf dans « Le Livre Rouge » ont réfuté tout les mensonges des deux premiers procès sans qu'il fut possible à aucun des intellectuels et juristes à la solde de Staline d'opposer quoi que ce soit à ces réfutations.

LA COMMISSION D'ENQUETE SUR LES PROCES DE MOSCOU a rendu à New-York un verdict éraçant contre l'auteur des procès Zinoviev-Kamenew et Piatakov-Radeck. Staline, criminel démasqué, répond par la provocation et de défi impudent.

Mais les crimes de Staline, frappant à la tête de l'Etat Ouvrier, à la tête de l'Armée, à la tête de l'appareil économique, sont autant de coups portés à la puissance de l'U.R.S.S., à la première conquête révolutionnaire du monde.

C'est pourquoi nous appelons les ouvriers révolutionnaires à relever le défi stalinienn, à empêcher les crimes qui sont projetés après ce troisième procès, EN EXIGENT DANS LEUR ORGANISATION LE CONTROLE SUR LES AGISSEMENTS DE STALINE.

Le réformiste Séverac se contente dans le Populaire de proposer ses insinuations contre le Régime créé par la Révolution. Cachin continue son rôle infâme de laquais et demande aux critiques de Staline, d'attendre le procès (noté, dans ce procès? les bordées d'injures et de calomnies qui tiennent lieu d'accusation?) alors que lui n'attendant pas pour tout accepter d'avance les yeux fermés, il est payé pour ça, comme il était payé pendant la guerre 14-18 pour calomnier les révolutionnaires internationalistes. Laissons ce bas laquais à sa triste besogne. Les ouvriers honnêtes ne mangent pas à ce râtelier-là.

Nouvelle boucherie Thermidorienne

A l'action pour les vieux bolchevicks !

Le prolétariat doit sauver Rakovsky, Krestinsky...

La dépêche de Moscou annonce que le procès vise 21 personnes. Une fois de plus, la technique de l'amalgame a été utilisée pour mêler une série d'hommes qui s'opposèrent dans les 15 dernières années. La liste dressée par le Guépéou comporte :

1° Boukharine, ancien membre du Bureau Politique du P.C., ancien Président de l'Internationale Communiste, ancien directeur de la Pravda ; Rykov, ancien membre du Bureau Politique du P.C. russe, ancien Président du Conseil des Commissaires du Peuple, commissaire au P.T.T., etc... ; Grinko, ancien Commissaire aux Finances, ancien Président de la Commission du plan d'Etat. Ces trois hommes étaient connus comme droitiers depuis les années 1923-24.

Tchernov, Ivanov, anciens commissaires du Peuple, plutôt liés aux droitiers.

Ils ont soutenu Staline contre l'opposition de gauche, puis ont été brisés depuis le plan quinquennal (1929-30). Ils sont parmi les fondateurs de l'Etat Soviétique.

2° Rakovsky, ancien Président du Conseil des Commissaires d'Ukraine, ambassadeur en France, qui fut le chef de l'opposition de gauche depuis l'exil de Trotsky jusqu'à sa capitulation en 1935. Rakovsky fut exilé en 1928 à Barnaoul où il resta déporté de longues années. L'un des rares parmi les capitulards, il ne rédigea pas de louanges à Staline.

3° Krestinsky, ancien secrétaire du P.C., puis ambassadeur à Berlin, adjoint à Litvinov. Appartint à l'opposition de gauche de 1923 à 1926 et fut ensuite un fidèle diplomate sta-

linien ; Rosenholz, ancien Commissaire du peuple aux finances et au commerce extérieur.

4° Zelensky, Bessonov, Ibramon, Kodjaïev, Charangouitch, Zubarev et Boulanov, anciens dirigeants, la plupart staliniens.

5° Jagoda, chef de la Guépéou jusqu'en 1937. Bras droit et exécuteur des premiers crimes de Staline, organisateur du premier procès, qui tombe victime de ses propres machinations. Corrompu jusqu'à la moelle et provocateur en chef.

6° Enfin 4 médecins (Levine, Pletnev, Kazakov et Maksinov) et l'ancien secrétaire de Gorki, Krioutchkov, qui sont ajoutés à la liste pour « prouver » qu'ils ont assassiné Gorki.

La liste des accusations se ressent ainsi de l'amalgame : espionnage au profit de l'étranger, sabotage, provocation, terrorisme, séparation de la guerre d'agression contre l'U.R.S.S., séparation de l'Ukraine, de la Russie Blanche, de la Géorgie, de l'Arménie, de l'Azerbeïdjan, de la province maritime, destruction de l'ordre socialiste en U.R.S.S., assassinat de Koubichev (ancien commis à l'industrie lourde), de Mendjinsky (ancien chef de la Guépéou auquel Jagoda succéda), et de Gorki, mort à Moscou en 1936. Enfin, après 200 autres, ces 21 accusés sont convaincus « d'avoir organisé l'assassinat de Kirov », cadavre providentiel ! Dernière accusation : avoir, en 1918, au moment de la paix de Brest-Litovsk, préparé l'assassinat de Lénine, de Suerdlov et de Staline.

Une fois de plus, ce procès monstrueux est annoncé deux jours avant l'ouverture des débats. Rien n'a filtré de l'instruction, bien que cette nouvelle série de crimes fut prévue et annoncée par nous comme la conséquence inéluctable du deuxième procès : c'est justement parce que l'instruction consista une nouvelle fois en une mise en scène organisée entre les inculpés et le Guépéou. Mais les « amis de l'U.R.S.S. » à l'étranger ont été prévenus à temps. C'est ainsi que Comarera, le provocateur stalinienn de Barcelone, est actuellement en U.R.S.S.

Au moment où nous écrivons cet article, nous ignorons encore le détail des accusations que le Guépéou aura fabriquées contre Léon Trotsky. Il faut s'attendre à une série de provocations du genre des prétendus rencontres de Copenhague, d'Oslo et du Bois de Boulogne.

Mais dès à présent les falsifications politiques monstrueuses apparaissent en pleine lumière. La clique de Staline s'imagine que le prolétariat international est mûr pour écouter sans critique ses falsifications monstrueuses. Elle se trompe.

Par les moyens que nous avons déjà dénoncés, elle pourra tenter de faire croire que Gorki a été « assassiné ». Mais personne ne parviendra à falsifier l'histoire, à travestir le rôle de Trotsky (ni d'ailleurs celui de Boukharine et autres) dans la paix de Brest-Litovsk.

Trotsky lui-même déclarait récemment qu'un jour prochain les staliniens n'hésiteraient pas à l'accuser d'avoir réprimé la rébellion de Cronstadt en 1921. En attendant, ils reprennent déjà les pires canailleries accusant Trotsky d'avoir été « l'agent d'une puissance étrangère » depuis 1931 ! Les gardes blancs et autres canailles n'ont pas hésité naguère à raconter que Trotsky avait été au service de la police allemande... avant la guerre. Ensuite, Kerensky et les siens ont calomnié Lénine, Trotsky, Zinoviev et d'autres en les accusant d'agents de l'Allemagne. Staline répète cette vieille calomnie aujourd'hui.

Avec ce procès, Staline tente de porter un nouveau coup au prolétariat international. Malgré ses phrases gauches à Ivanov, il donne un gage de plus à la bourgeoisie internationale.

La IV^e Internationale relèvera une fois de plus les calomnies et les mensonges.

Mercredi 9 mars, à la Salle Wagram, le P.O.I. associé avec une série d'organisations et le Comité pour l'Enquête sur les procès de Moscou crieront la vérité, alerteront les travailleurs contre ces nouveaux crimes, défendra Léon Trotsky. Tous les militants de l'avant-garde ouvrière seront alertés, amèneront en masse leurs camarades à ce meeting.

A l'heure où la bourgeoisie française mène son attaque décisive contre le prolétariat, les chefs staliniens clarifient leur attaque pour décapiter l'avant-garde ; organisons la riposte. Démasquons les provocations !

Dans le prochain numéro de la Lutte Ouvrière nous publierons une série de documents rétablissant la vérité contre les accusations staliniennes.

A bas le Statut du Travail !

La seule voie : Révolution Socialiste

Le Parlement bourgeois (Chambre des députés « Front Populaire » et Sénat dit républicain) poursuit, sans animation violente, la discussion des six projets de lois qualifiés pompeusement et avec une ironie monstrueuse : « Statut moderne du Travail ».

Devant la crise du régime capitaliste toute la presse quotidienne quelle qu'elle soit, fait appel à l'union de tous les Français pour faire bloc contre l'ennemi extérieur qui menace la France : c'est la préparation chauvine des masses exploitées à accepter leur esclavage afin de permettre à leurs maîtres les capitalistes de faire de bonnes affaires et de préparer le massacre impérialiste comme en 1914-1918.

Mais cette politique chauvine et d'union sacrée rencontre des obstacles dans son application : le clergé ouvrier n'accepte pas de laisser liquider définitivement ses conquêtes de juin 1936 et l'approfondissement de la crise du régime capitaliste la pousse à de nouvelles luttes.

Cependant dans toutes les interventions parlementaires sur le « Statut moderne du Travail » — du député Croix de Feu (Wiedmann-Golran) — au député « communiste » Croizat — il n'est question que de la nécessité pour résoudre les « difficultés » sociales actuelles, d'établir la paix sociale, c'est-à-dire d'organiser et d'assurer une collaboration paisible entre patrons et ouvriers, exploités et exploités.

La politique des exploités

« Messieurs, ce qui doit être notre première préoccupation, ce qui importe avant tout, c'est le maintien de la paix sociale » déclarait le duc de Dalmatie au cours du débat général qui eut lieu à la Chambre des Députés le 17 février 1938 sur l'ensemble du « Statut moderne du Travail ».

Le même député (c'est un duc!) constatait avec satisfaction que le code soumis à la discussion du Parlement substituait « à l'esprit de lutte des classes l'esprit de collaboration ». Mais pour le duc en question « pour assurer la paix sociale, il faut organiser la profession ». Organiser la profession ? Ça vous a un relan de corporatisme cher aux syndicats jaunes des Croix de Feu, doriotistes et autres chiens enragés du capital.

Les députés réactionnaires ne refuseraient certes pas de voter des lois qui renforcent les moyens de domination de leur Etat : l'Etat capitaliste de leur Etat ! l'Etat capitaliste actuel. Mais ils ajoutent « que la plupart de nos difficultés proviennent beaucoup moins de l'absence de textes que du défaut de l'application nécessaire à leur application » (extrait de l'intervention du réactionnaire François Martin).

Le patronat se contente de moins en moins des promesses gouvernementales de répression anti-ouvrière : il en exige la mise en application sinon...

C'est ainsi qu'à propos de l'action ouvrière contre les jaunes utilisés, au cours de la grève de l'Alimentation parisienne, par la direction des Laiteries Modernes, « La Journée Industrielle », quotidien de la C.G.P.F., explique que « le gouvernement a été impuissant « à l'origine » à faire respecter l'ordre ! (Numéro du 25-2-38).

« Impuissant à l'origine », cela veut dire que la police « républicaine » a bien réprimé l'action ouvrière contre les jaunes, mais pas assez vite. De là les patrons tirent la nécessité d'organiser leur propre police privée pour agir « à l'origine », rapidement, en attendant la « pression policière officielle ». C'est ce qu'organise patiemment la C.G.P.F., sous la direction du chappiste Paul Guichard, ex-Directeur de la police municipale de Paris. Les Croix de Feu, le Parti Populaire Français de Doriot et leurs syndicats dits professionnels, sont les instruments poli-

Staline veut le sang de Boukharine !

Entre 1925 et 1928 Staline a entièrement soutenu Boukharine, c'est lui qui l'a fait placer à la tête de l'Internationale Communiste.

Au XIV^e Congrès du P.C.R., répondant à l'opposition qui attaquait la politique économique de Boukharine, Staline déclara :

« Boukharine n'a commis qu'une faute insignifiante, il n'a contrevenu à aucune décision du C.C. Comment expliquer que malgré cela on continue encore à faire la chasse à Boukharine ? Enfin, que lui voulez-vous à Boukharine ? Ils exigent le sang de Boukharine ! C'est le sang de Boukharine que vous exigez ? Nous ne vous le donnerons pas, ce sang, sachez-le bien. »

(Procès-verbal du XIV^e Congrès du P.C. Russe, traduction française : « La Russie vers le Socialisme — 1926 ».)

